



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

---

### **Accord-cadre n°2511PA004**

**Assistance à maîtrise d'ouvrage pour un appui juridique et technique dans le cadre de la mise en œuvre de la loi GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations)**

---

#### **VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**











175 rue Ludovic Boutleux

CS 30820

62408 BETHUNE

*Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) s'applique au présent accord-cadre.*

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour un appui juridique et technique dans le cadre de la mise en œuvre de la loi GEMAPI
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec (condition d'exécution uniquement)
	<b>Durée / Délai</b>	Durée ferme de 3 ans, reconductible tacitement une fois pour une période de deux ans. Durée totale : 5 ans.
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec (si le titulaire l'accepte dans l'acte d'engagement)

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>- Dispositions générales du contrat</b>	<b>4</b>
1.1	- Objet du contrat	4
1.2	- Décomposition du contrat	4
1.3	- Type d'accord-cadre	4
1.4	- Prestations complémentaires	4
<b>2</b>	<b>- Pièces contractuelles</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>- Intervenants</b>	<b>5</b>
3.1	- Pouvoir adjudicateur	5
3.2	- Titulaire	5
3.3	- Co-traitance	6
3.4	- Sous-traitance	6
<b>4</b>	<b>- Confidentialité et mesures de sécurité</b>	<b>6</b>
<b>5</b>	<b>- Protection des données à caractère personnel</b>	<b>7</b>
<b>6</b>	<b>- Durée et délais d'exécution</b>	<b>8</b>
6.1	- Durée du contrat	8
6.2	- Délais d'exécution	8
<b>7</b>	<b>- Conditions et modalités d'exécution</b>	<b>8</b>
7.1	- Lieux d'exécution	8
7.2	- Réunions	8
7.3	- Modalités d'exécution des prestations	8
7.4	- Prestations supplémentaires ou modificatives	9
7.5	- Opérations de vérification	9
7.6	- Réception, ajournement, réfaction et rejet des prestations	10
<b>8</b>	<b>- Prix</b>	<b>10</b>
8.1	- Nature des prix	10
8.2	- Modalités de variation des prix	11
<b>9</b>	<b>- Avance et clauses de financement et de sûreté</b>	<b>12</b>
9.1	- Conditions de versement de l'avance	12
9.2	- Cautionnement	12
9.3	- Nantissement de l'accord-cadre	12
9.4	- Garanties financières de l'avance	13
<b>10</b>	<b>- Modalités de règlement des comptes</b>	<b>13</b>
10.1	- Règlement des comptes au titulaire	13
10.2	- Paiement des co-traitants, des sous-traitants, ci-après dénommés pour l'ensemble « sous-traitants »	16
<b>11</b>	<b>- Droit de propriété intellectuelle</b>	<b>17</b>
<b>12</b>	<b>- Pénalités</b>	<b>18</b>
12.1	- Pénalités de retard	18
12.2	- Autres pénalités spécifiques	18
12.3	- Règles communes aux différentes pénalités	19
<b>13</b>	<b>- Changements affectant la situation du titulaire</b>	<b>19</b>
<b>14</b>	<b>- Assurances</b>	<b>19</b>
<b>15</b>	<b>- Résiliation du contrat</b>	<b>20</b>
15.1	- Conditions de résiliation de l'accord-cadre	20
15.2	- Redressement ou liquidation judiciaire	20
<b>16</b>	<b>- Ethique et respect des principes de développement durable</b>	<b>21</b>
<b>17</b>	<b>- Règlement des litiges et langues</b>	<b>21</b>
<b>18</b>	<b>- Dérogations au CCAG-PI</b>	<b>22</b>

## **1 - Dispositions générales du contrat**

### **1.1 - Objet du contrat**

Le présent accord-cadre porte sur l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour un appui juridique et technique dans le cadre de la mise en œuvre de la loi GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations).

L'accord-cadre se décline en trois types de missions (juridique, technique et communication) qui sont détaillés au sein du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **1.2 - Décomposition du contrat**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots, ni en tranches, ni en phases.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

### **1.3 - Type d'accord-cadre**

Le présent accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires. Les prestations seront rémunérées par application des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix aux quantités réellement exécutées.

Les prestations seront exécutées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande émis par VNF et sur la durée totale du marché, reconductions comprises, soit cinq ans, dans la limite des montants minimum et maximum fixés ci-après :

Montant minimum euros HT	Montant maximum euros HT
400 000	1 500 000

### **1.4 – Modifications de l'accord-cadre**

L'accord-cadre pourra faire l'objet de modifications en application des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique.

#### **- Réalisation de prestations similaires**

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent accord-cadre passé après mise en concurrence, sous réserve que le ou les marchés correspondants soient notifiés au plus tard trois ans à compter de la date de notification du présent accord-cadre.

## **2 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021<sup>1</sup>,

<sup>1</sup> Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles - Légifrance

- Le bordereau des prix unitaires (BPU),
- Le mémoire technique du titulaire, reprenant les éléments exigés dans le règlement de la consultation,
- Les bons de commande transmis au titulaire pendant la durée de l'accord-cadre,
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs de sous-traitance, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

La notification de l'accord-cadre comprend une copie, délivrée par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, à l'exception du CCAG-PI, et plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

La notification se fait par recommandé électronique avec accusé de réception, via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

En cas d'avenant pris en cours d'exécution sur l'une des pièces suscitées, seule la version résultant des dernières modifications opérées sera prise en compte.

### **3 – Intervenants**

#### **3.1 – Pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur est Voies navigables de France (VNF).

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la Directrice de l'infrastructure, de l'eau et de l'environnement (DIEE), ou toute personne désignée par celle-ci pour la remplacer, qui est chargée de suivre l'exécution des prestations du présent accord-cadre et est compétente pour passer différents actes d'exécution (bons de commande, etc.). Elle reçoit du titulaire les pièces concrétisant la réalisation des prestations ainsi que tous les documents permettant le règlement des prestations. Elle procède ainsi aux opérations de vérifications et d'admission des prestations réalisées et aux validations des factures.

Le pilotage de l'accord-cadre est assuré par la Division Patrimoine Naturel et Risque rattachée à la Direction de l'infrastructure, de l'eau et de l'environnement (DIEE) de VNF qui a désigné un chef de projet en charge de la coordination interne à VNF.

#### **3.2 – Titulaire**

Pour faciliter la bonne exécution du marché avec VNF, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-PI, le titulaire désigne nommément à l'acte d'engagement :

- une personne habilitée à représenter le titulaire pour recevoir en main propre ou par voie électronique les actes d'exécution pour notification (bons de commande, décisions de prolongation, etc.), d'éventuels avenants ou autres.
- un chef de projet, responsable du bon accomplissement des missions et tâches, qui sera l'interlocuteur principal et privilégié pour la gestion opérationnelle des prestations. Il pourra être convoqué à toute réunion, et devra y être impérativement présent sous peine de pénalités. Il assurera un rôle transversal entre les différents intervenants du projet. Animateur de l'équipe, le chef de projet aura donc une fonction de généraliste et d'ensemblier. Il aura notamment pour compétence de savoir faire progresser les prestations de manière itérative et transversale.

Le titulaire indique par ailleurs, dans son mémoire technique, les profils et les qualifications requises des personnes affectées à la réalisation des prestations.

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage, pour l'exécution de ses missions, à affecter le personnel prévu dans sa proposition, tant au niveau de la qualification que des durées d'affectation.

Dans tous les cas de changement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet, le titulaire en avise le pouvoir adjudicateur sans délai par un avis de départ et prend toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire s'engage à fournir un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, et en communique le nom dans un délai de quinze jours à compter de l'avis de départ pour le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet. Le titulaire prend à sa charge les éventuels coûts supplémentaires occasionnés par les changements. Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si le pouvoir adjudicateur ne le récusé pas dans le délai de quinze jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de quinze jours pour proposer un autre remplaçant. Si ce dernier n'est pas accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai quinze jours, le titulaire s'expose à la résiliation du marché public à ses torts.

Le titulaire encourt ainsi la résiliation de l'accord-cadre dans les cas suivants :

- le titulaire ne désigne pas de remplaçant dans le délai requis à compter de l'avis de départ ou de la non-acceptation du premier remplaçant proposé ;
- le représentant du pouvoir adjudicateur récusé le second remplaçant proposé.

### **3.3 – Co-traitance**

Le marché est conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R. 2142-19 à R. 2142-27 et R. 2151-7 du Code de la commande publique et 3.5 du CCAG-PI.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Le pouvoir adjudicateur n'impose aucune forme de groupement. En cas de présence d'un avocat au sein d'un groupement d'entreprises, ce dernier devra être co-traitant conjoint. Conformément à l'article 18.6 du Règlement Intérieur National de la profession d'avocat, les avocats ne peuvent être en situation de solidarité au sein d'un groupement.

### **3.4 - Sous-traitance**

La sous-traitance totale est interdite.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Si le candidat présente un sous-traitant dans son offre, celui-ci le sera au moyen d'une déclaration de sous-traitance joint au présent accord-cadre.

En cas d'intervention d'un avocat ou d'un professionnel disposant des qualifications requises par l'article 54 de la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971, pour l'exécution de la prestation, ce dernier ne pourra être présenté en tant que sous-traitant.

## **4 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

Afin d'assurer la confidentialité des documents, VNF met à disposition du titulaire un espace dédié TEAMS.

Dans le cadre de l'accès à ce site partagé, le prestataire s'engage à respecter les règles d'usage du Système d'Information. Le prestataire n'utilise ses habilitations, au sein de VNF, que dans le cadre de la mission.

Le prestataire protège les identifiants de connexion que lui fournit VNF. Tout incident les concernant doit immédiatement être porté à l'attention du RSSI.

En cas d'abus, le prestataire est responsable des méfaits commis avec ces identifiants, s'il n'a pas préalablement déclaré l'incident.

Le personnel du titulaire et des sous-traitants éventuels est tenu au respect de la confidentialité sur l'ensemble des opérations qu'il réalise pour le compte de VNF. Il s'interdit tout usage personnel des données de base et fichiers sans l'autorisation expresse de VNF.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité. En cas de sous-traitance, il revient donc au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent accord-cadre.

VNF peut exiger des engagements nominatifs en fonction de la criticité des informations accessibles. Dans ce cas, les engagements de confidentialité comporteront :

- La signature des deux parties (VNF et le prestataire, représentée par un mandataire social ou une personne officiellement déléguée).
- La signature des différents intervenants indiquant que ces derniers ont bien compris les termes de l'engagement et acceptent les conséquences en cas de divulgation intentionnelle ou de manquement à une procédure de sécurité.

Le prestataire assure la traçabilité des actions qu'il réalise dans le cadre de sa mission pour VNF. VNF se réserve le droit de demander, à tout moment, les traces conservées par le prestataire concernant sa mission.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire VNF à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par VNF, au titre de l'article 1384 du code civil.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

## **5 - Protection des données à caractère personnel**

Le présent accord-cadre ne comporte pas de dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel car le titulaire ne sera pas amené à effectuer un traitement de ce type de données.

## **6 - Durée et délais d'exécution**

### **6.1 - Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une durée de trois ans à compter de la date de notification du titulaire.

L'accord-cadre est ensuite reconductible tacitement une fois pour une période de deux ans, sauf décision de dénonciation expresse prise par le représentant du pouvoir adjudicateur au moins deux mois avant la date anniversaire de sa notification.

La durée totale de l'accord-cadre, reconduction comprise, ne pourra excéder cinq ans.

### **6.2 – Délais d'exécution**

Les délais d'exécution qui ne sont pas mentionnés dans le CCTP seront mentionnés dans les bons de commande émis au fur et à mesure des besoins par le pouvoir adjudicateur.

Les délais de vérification et de réception ne sont pas inclus dans les délais d'exécution du titulaire.

Les modalités de computation des délais sont prévues à l'article 3.2.1 du CCAG-PI. Cet article s'appliquera sauf mention contraire dans le CCTP.

Par dérogation à l'article 3.2.2 du CCAG-PI, certains délais précisés au CCTP s'entendent en jours ouvrés et non en jours calendaires.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI. Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée, après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

## **7 - Conditions et modalités d'exécution**

### **7.1 Lieux d'exécution**

Le titulaire exécute la majorité des prestations objet du marché dans ses locaux.

Les réunions pourront avoir lieu en visio-conférence ou directement sur site en fonction des différents lieux recensés au CCTP (siège, antenne du siège à Paris et directions territoriales).

Les formations seront réalisées dans les locaux parisiens de VNF.

### **7.2 Réunions**

Afin d'assurer la bonne exécution du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur pourra commander des réunions conformément aux lignes de prix reprises au BPU (réunions de travail, réunion du comité de pilotage, réunion avec une autorité gémapienne etc.)

Une réunion de lancement sera également organisée.

### **7.3 - Modalités d'exécution des prestations**

La gestion des bons de commande, le suivi de la prestation commandée et le paiement de la prestation seront de la compétence du siège.

Les dispositions concernant les livrables sont définies au CCTP et seront précisés dans les bons de commande.

Les prestations sont exécutées au fur et à mesure de l'émission de bons de commande et rémunérées par application des prix indiqués au BPU aux prestations commandées et réalisées.

Les prestations pourront être activées plusieurs fois de façon successives et/ou concomitantes.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-

cadre.

L'exécution d'un bon de commande peut se prolonger au-delà de la durée de l'accord-cadre, dans le cadre du délai d'exécution prévue au bon de commande concerné, sans toutefois méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique.

Les bons de commande peuvent être adressés pendant les jours et heures ouvrés, du lundi au vendredi, par lettre recommandée avec accusé de réception, par courrier électronique avec un retour d'accusé de réception ou notifiés en main propre. En cas d'envoi par courrier électronique, le titulaire doit accuser réception dans le délai maximum de 48 heures par mail du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique ou l'accusé de réception électronique de VNF fait foi en cas de contestation.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 48 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les bons de commande comporteront :

- la référence de l'accord-cadre;
- la désignation de la ou les prestation(s) ;
- le(s) délai(s) d'exécution des missions ;
- la/les quantité(s) commandée(s) ;
- le(s) prix unitaire(s) ;
- le montant du bon de commande HT, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- le(s) lieu(x) d'exécution ;
- toutes mentions et précisions utiles.

Le montant de la commande est calculé par VNF selon les prix référencés dans le BPU.

Un bon de commande émis peut être annulé par la notification d'une annulation. Le titulaire sera uniquement rémunéré pour la part des prestations effectivement réalisées, sous réserve de produire les justificatifs correspondants, et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Un bon de commande émis peut être modifié par notification d'une modification au titulaire, si celle-ci concerne l'exécution des prestations (notamment le report par le pouvoir adjudicateur d'une date d'exécution ou de rendu des livrables). Si la modification concerne l'objet même des prestations ou leur quantité, le bon de commande fera l'objet d'une annulation notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur qui émettra un nouveau bon de commande prenant en compte ces modifications.

#### **7.4 - Prestations supplémentaires ou modificatives**

Pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il proposé, dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG-PI.

#### **7.5 - Opérations de vérification**

Les opérations de vérification quantitative et qualitative des prestations fournies par le titulaire seront réalisées conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI (à l'exception de la dérogation précisée ci-après).

Le point de départ du délai des opérations de vérification quantitative et qualitative est la date de réception des livrables par le représentant du pouvoir adjudicateur.

VNF analyse les livrables afin de vérifier qu'ils correspondent aux prestations commandées.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le représentant du pouvoir adjudicateur est dispensé d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Si ce dernier souhaite y assister, il en informe le pouvoir adjudicateur au moment de la remise des prestations.

En complément à l'article 28 du CCAG-PI, les notifications des décisions de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet pourront se faire par échange de courriels.

## **7.6 - Réception, ajournement, réfaction et rejet des prestations**

Le point de départ du délai des opérations de vérification quantitative et qualitative est la date de réception par le responsable de projet VNF des livrables.

A l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prend, dans le délai de deux mois suscité, une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-PI (à l'exception de la dérogation précisée ci-après).

Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai imparti de deux mois, les prestations sont considérées comme reçues à compter de l'expiration de ce délai.

Dans le cas d'une décision d'ajournement ou de rejet des prestations, par dérogation aux articles 29.2.1 et 29.4.2 du CCAG-PI, le titulaire doit mettre au point ou exécuter à nouveau, à ses frais, les prestations dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur.

Afin de faciliter le respect de ces délais par le pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à lui communiquer, au fur et à mesure de leur élaboration et sur simple demande de sa part, les versions intermédiaires des livrables.

## **7.7 – Garantie des prestations**

Les prestations feront l'objet d'une garantie minimale d'un an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission et dont les modalités sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

## **7.8 – Obligations environnementales**

L'utilisation d'un espace de travail collaboratif (TEAMS) pour le partage d'information et de documentation est mise en place, limitant ainsi l'échange de mails et le volume des données échangées.

En cas de déplacements, le titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par l'accord cadre, les déplacements à pied, en transports en commun dès que cela est possible ou avec des véhicules à propulsion humaine. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

# **8 - Prix**

## **8.1 - Nature des prix**

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires.

Les prestations seront réglées par l'application des prix du BPU du titulaire, aux quantités effectivement commandées et réalisées.

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, l'assurance, la cession des droits à titre exclusif, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

S'agissant des réunions, celles-ci seront déclenchées par le biais des prix n°4 du BPU. Les prix comprennent le déplacement, l'hébergement, le repas, la préparation, et le compte-rendu de la réunion.

Aucun frais réel ne pourra être pris en compte, que ce soit pour l'hébergement, les déplacements ou la restauration.

Les prix comprennent également toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations décrites dans le CCTP et autres prestations permettant d'atteindre les objectifs fixés.

Les prix tiennent compte de tous les aléas et sujétions susceptibles d'être rencontrés dans l'exécution de la prestation.

Le prestataire, en tant que professionnel averti, doit tenir compte, dans l'établissement de son offre financière, des aléas susceptibles d'être rencontrés au cours de l'exécution des prestations définies dans le CCTP.

Les prix du marché public sont établis en euro hors T.V.A.

## **8.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix sont **fermes la première année puis révisables annuellement**, à chaque date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

### **- Date d'établissement des prix de l'accord-cadre**

Conformément à l'article 10.2.4 du CCAG-PI, la date d'établissement des prix correspond au mois de remise de l'offre par le titulaire. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

En cas d'introduction d'un nouveau prix par avenant, la date d'établissement des prix correspond à la date de signature de l'avenant par le titulaire.

### **- Indice de référence**

L'indice de référence est le Syntec ; il est publié sur le site <http://www.syntec.fr/>

En l'absence de parution de l'indice ou de publication d'un indice provisoire, le calcul s'effectue avec le dernier indice connu. Une régularisation à la hausse, comme à la baisse, interviendra à la publication de l'indice définitif.

### **- Modalités de révision des prix**

Les prix sont révisés, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule suivante :

$$P_n = P(0) [0,15 + 0,85 (SYN(n) / SYN(0))]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé
- P(0) est le prix initial établi sur la base des conditions économiques du mois zéro
- SYN(0) est la valeur de l'indice de référence au mois zéro.
- SYN(n) est la valeur de l'indice correspondant au mois de révision c'est-à-dire le mois de la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

En application de l'article 10.2.2 du CCAG-PI, les prix à payer sont ceux applicables à la remise des prestations.

Le titulaire doit transmettre le bordereau des prix révisés ainsi que les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle du calcul au pouvoir adjudicateur. Cette transmission doit intervenir au plus tard au moment de la communication de la première facture concernée par les prix révisés. Dans le cas où le titulaire n'adresse pas le BPU dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur applique la révision des prix qu'il notifie au titulaire du marché public.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-PI, lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les montants des décomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur.

## **9 – Avance et clauses de financement et de sûreté**

### **9.1 - Conditions de versement de l'avance**

Une avance telle que prévue aux articles R. 2191-3 à R. 2191-12, R. 2191-15, R. 2191-17 et R. 2191-19 du Code de la commande publique, pourra être accordée au titulaire, s'il ne la refuse pas dans l'acte d'engagement.

En application de l'article R. 2191-17 du Code de la commande publique, l'avance est accordée en une seule fois sur la base du montant minimum de l'accord-cadre.

Sur la base de l'option A de l'article 11 du CCAG-PI, le montant de l'avance est ainsi fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant minimum divisé par cette durée exprimée en mois.

En application de l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, ce taux est porté à 10 % pour les PME (titulaire ou sous-traitant admis au paiement direct).

L'avance est accordée au titulaire sur la partie des montants financiers non sous-traités.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Les modalités de remboursement de l'avance sont celles prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant minimum de l'accord-cadre. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

### **9.2 - Cautionnement**

Le titulaire est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre de l'accord-cadre sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

### **9.3 - Nantissement de l'accord-cadre**

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R. 2191-46 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

Il est délivré, au gré du titulaire, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de l'accord-cadre, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de chaque bon de commande.

La personne habilitée à fournir des renseignements mentionnés à l'article R. 2191-59 du Code de la commande publique est le directeur général de VNF.

#### **9.4 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

### **10 - Modalités de règlement des comptes**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- ✓ Au titulaire et à ses sous-traitants,
- ✓ Au mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

#### **10.1 - Règlement des comptes au titulaire**

##### **10.1.1 Établissement et adresse d'envoi des demandes de paiement**

###### **➤ Règlements partiels définitifs**

Les prestations dont le délai d'exécution est inférieur ou égal à 3 mois bénéficient d'un règlement partiel définitif. Ces paiements s'effectuent au fur et à mesure de la réalisation des bons de commande, sur service fait.

Le versement du règlement (acompte ou règlement partiel définitif) est subordonné à la vérification, par le pouvoir adjudicateur, des prestations effectuées. La vérification est constatée par un document écrit établi par le pouvoir adjudicateur dans lequel il déclare accepter le versement du règlement après vérification.

Les demandes de paiement sont effectuées selon les stipulations des articles 11.3 à 11.7 du CCAG-PI.

###### **➤ Acomptes**

En application des articles R. 2191-20 et R. 2191-21 du Code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes dont le montant ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les prestations dont le délai d'exécution serait supérieur à 3 mois bénéficient de versement d'acomptes. Le règlement de ces sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes tous les trois mois, au fur et à mesure de la réalisation des prestations, sur service fait. Cet intervalle peut être ramené à un mois à la demande du titulaire dans le cas prévu à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique.

Le versement de l'acompte est subordonné à la vérification, par le pouvoir adjudicateur, de la prestation effectuée. La vérification est constatée par un document écrit établi par le pouvoir adjudicateur dans lequel il déclare accepter le versement de l'acompte après vérification.

##### **10.1.1.2 Acompte**

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande d'acompte indiquant les prestations effectuées et le montant concerné.

Le projet d'acompte établi par le pouvoir adjudicateur sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire correspond au montant des sommes dues au titulaire pour la période considérée. Il indique les points suivants :

1. Le nom et l'adresse du titulaire,
2. Les références (numéro et date de notification) de l'accord-cadre, les références du bon de

commande et de l'engagement juridique (préalablement transmis par le pouvoir adjudicateur) et les références de l'affaire ;

3. Les prestations effectuées par celui-ci pour la période considérée ;
4. Le cas échéant, montant HT en prix de base de l'avance ;
5. L'évaluation du montant HT, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
6. L'incidence de la TVA ;
7. L'incidence de la révision ;
8. Le moment venu, l'incidence du remboursement de l'avance ;
9. Les pénalités éventuelles pour retard ainsi que toute autre pénalité ;
10. Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 4, 5, 6 et 7 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires ;
11. Le récapitulatif des acomptes perçus ;
12. La désignation de l'organisme débiteur.

En outre, il indique :

- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'état d'acompte, c'est à dire la demande d'acompte assortie des corrections et compléments faits par le représentant du pouvoir adjudicateur en application de ce qui précède.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement (facture).

#### **10.1.1.3 Demandes de paiement**

Une facture devra être établie pour chaque bon de commande.

➤ Sur la base des montants d'acompte établis par VNF, la **demande de paiement (facture)** est établie par le titulaire, conformément aux stipulations de l'article 11.2 du CCAG-PI.

Outre les mentions prévues dans le CCAG-PI, les demandes de paiement comprennent les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- les références (numéro et date de notification) de l'accord-cadre, les références du bon de commande et de l'engagement juridique (préalablement transmis par le pouvoir adjudicateur) et les références de l'affaire.

➤ Le(s) demande(s) de paiement correspondant aux **paiements pour solde et règlements partiels définitifs** sont effectuées selon les stipulations de l'article 11.8 du CCAG-PI.

Elles comportent :

- La récapitulation des acomptes perçus,
- Les prestations (non payées) indiquant au minimum le détail des prestations effectuées ainsi que leur prix établi en prix de base hors TVA,
- Les mêmes indications que les demandes de paiement d'acompte.

Conformément aux conditions des articles L. 2192-1 à L. 2192-4 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du Code de la commande publique les factures doivent être adressées sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>. Il est rappelé que **l'utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission.**

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En cas de co-traitance et / ou de sous-traitance avec paiement direct du sous-traitant, seul le titulaire de l'accord-cadre ou le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement, et à accepter les factures ; seules les réclamations formulées ou transmises par ses soins sont recevables.

Quel que soit le montant des prestations sous-traitées, le paiement sera effectué directement par VNF au sous-traitant sur présentation d'une facture agréée par le titulaire.

Le titulaire prévient immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur de tout changement de taux de TVA qui lui est applicable. VNF n'est pas responsable des conséquences d'une omission du titulaire à ce sujet.

**Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro de l'engagement juridique généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique (correspondant au numéro du bon de commande) ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ou des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix unitaire forfaitisé ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

### **10.1.2 Modalités du règlement par virement des sommes à payer au titulaire**

VNF se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre selon les règles de la comptabilité publique sur le compte prévu dans l'IBAN-BIC remis par le titulaire.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture, présentée après la validation des prestations demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le comptable assignataire du paiement est l'agent comptable principal de VNF.

## **10.2 - Paiement des co-traitants, des sous-traitants, ci-après dénommés pour l'ensemble « sous-traitants »**

### **10.2.1 Désignation de sous-traitants(s) en cours d'exécution de l'accord-cadre**

Si le candidat présente un sous-traitant en cours d'exécution de l'accord-cadre, celui-ci le fera au moyen d'une déclaration de sous-traitance.

La déclaration de sous-traitance précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article L. 2193-1 du Code de la commande publique :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct à chaque sous-traitant les conditions de paiement et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières de chaque sous-traitant.

Le titulaire doit joindre, en sus de la déclaration de sous-traitance, l'attestation sur l'honneur du sous-traitant comprenant les déclarations qu'il a lui-même remises lors du dépôt de son offre.

Par ailleurs, il devra établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, conformément à l'article R. 2193-3 du Code de la commande publique.

Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le titulaire à VNF, doivent être établies en euros.

### **10.2.2 Paiement des co-traitants**

La signature des demandes de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des co-traitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans l'accord-cadre.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

### **10.2.3 Paiement des sous-traitants**

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à la demande de paiement une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans le prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un membre du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun

d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire à la demande de paiement, signée par celui des co-traitants qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

En cas de co-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## **11 - Droit de propriété intellectuelle**

Concernant l'utilisation des résultats et les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire, il est fait application des articles 32 à 35 du CCAG-PI, sous réserve des dérogations apportées ci-dessous.

Par dérogation au Chapitre 6 du CCAG-PI, le présent accord-cadre prévoit une cession à titre exclusif, des droits de propriété intellectuelle sur les résultats.

Les résultats (livrables détaillés dans le CCTP) qui seront produits dans le cadre du présent accord-cadre sont notamment :

- notes synthétiques sur des conventions de transfert d'ouvrages ;
- modèles types de convention ;
- protocoles de gestions d'ouvrages ;
- analyses de situation et rédaction de notes sur les ouvrages ;
- études et rapports liés aux conventions signées avec les collectivités ;
- plaquettes de présentation des ouvrages ;
- supports de présentation des projets de conventions.

Ces droits sont cédés pour les destinations précisées ci-dessous :

- être utilisés par les agents de VNF ou le titulaire de l'accord-cadre dans le cadre de leur mission ;
- être communiqués en interne à l'ensemble des services de VNF, et en externe aux instances partenaires (ministères et collectivités) et les autorités gémapiennes dans le cadre de la mise en œuvre des projets liés à l'objet de l'accord-cadre ;
- réaliser des plaquettes de communication et des outils d'aide à la décision à destination de VNF et de ses partenaires ;
- produire ou compléter d'autres études ;
- être diffusés sur l'intranet de VNF ;
- être diffusés dans le cadre des dossiers de consultation des entreprises (DCE) élaborés dans le cadre des marchés publics passés par VNF. Ces DCE sont publiés sur internet.

Le titulaire de l'accord-cadre cède, à titre exclusif, au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés à l'accord-cadre, l'intégralité des droits patrimoniaux afférents à ces résultats, permettant au pouvoir adjudicateur et aux tiers suscités de les exploiter librement, soit le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins découlant de l'objet de l'accord-cadre et être utilisés par les agents de VNF et des tiers suscités dans le cadre de leur fonction.

Compte-tenu du caractère confidentiel des études réalisées, la diffusion des livrables à d'autres tiers que ceux prévus à l'accord-cadre (détaillés ci-dessus) sera soumise à l'accord préalable et expresse de VNF.

Le titulaire pourra diffuser les résultats de l'accord-cadre à des tiers, avec accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, il sollicitera obligatoirement le pouvoir adjudicateur par écrit en vue de lui présenter son projet d'utilisation détaillé et après présentation, le pouvoir adjudicateur, au

regard de ses intérêts, donnera ou non son accord, éventuellement assorties de réserves. En cas de réserves, le titulaire devra amender son projet qui donnera lieu à nouvelle présentation du projet amendé et à une décision expresse d'acceptation ou de refus.

L'exploitation commerciale des résultats est possible avec l'accord préalable et écrit de VNF qui pourra exiger que les résultats soient amendés avant exploitation voire pourra refuser l'exploitation.

Le titulaire s'engage à citer, le cas échéant, les sources des études et recherches qu'il pourrait être conduit à utiliser pour la réalisation des études faisant l'objet du présent marché. Le titulaire garantit également au pouvoir adjudicateur la jouissance paisible des connaissances antérieures à la mise en oeuvre des études.

Les documents confiés au titulaire restent la propriété de VNF. Le titulaire devra restituer à l'issue de l'accord-cadre l'ensemble des documents qui lui auront été communiqués par VNF et dont la liste aura été dressée par VNF.

Les prix de l'accord-cadre comprennent le prix de la cession à titre exclusif des droits de propriété intellectuelle sur les résultats.

## 12 - Pénalités

### 12.1 - Pénalités de retard

En cas de retard sur les délais d'exécution contractuellement prévus et par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, le titulaire encourt une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable
- R = le nombre de jours ouvrés de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant de la pénalité est plafonné à 20 % du montant de la prestation au sujet de laquelle est calculée la pénalité.

### 12.2 - Autres pénalités spécifiques

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, il sera fait application des pénalités suivantes :

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités relatives aux réunions	Forfaitaire	250 €	En cas d'absence d'un ou plusieurs représentant(s) du titulaire dûment convoqué(s) à une réunion, le titulaire encourt une pénalité 250 € par membre absent. Est également considérée comme absence la représentation du titulaire par une ou des personnes non qualifiées ou l'absence répétée excusée (plus de 1 fois sur 2 réunions consécutives)

Pénalités relatives au retard de remplacement d'un membre de l'équipe dédiée, y compris le chef de projet	Journalière	100 €	En cas de retard dans le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet ou de non-remplacement par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalent, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 100 € par jour ouvré à partir du premier jour de retard et jusqu'au remplacement du membre de l'équipe dédié par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalent ou jusqu'à, le cas échéant, la résiliation du marché.
Pénalités pour retard dans la remise de livrable	Journalière	100 €	En cas de remise tardive des documents, supports ou livrables, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par type de document, support ou livrable et par jour calendaire de retard.

### 12.3 – Règles communes aux différentes pénalités

Les différentes pénalités ne sont pas exclusives les unes des autres et peuvent être cumulées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

#### Répartition des pénalités entre co-traitants

En cas de co-traitance et lorsque le paiement est effectué sur des comptes séparés, le montant des pénalités est réparti entre les co-traitants conformément aux indications figurant dans l'acte d'engagement.

En l'absence d'indications, les pénalités sont retenues en totalité auprès du mandataire.

## 13 – Changements affectant la situation du titulaire

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire (ou le mandataire d'un groupement le cas échéant) est tenu de communiquer par écrit à VNF tout changement ayant une incidence sur le statut de la société ou des sociétés, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent accord-cadre.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que VNF ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont VNF n'aurait pas eu connaissance.

## 14 - Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et co-traitants inclus) doit justifier, avant la notification de l'accord-cadre, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeure en cours de validité pendant la durée de validité du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion des prestations, objet du marché.

## **15 - Résiliation du contrat**

### **15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

#### **15.1.1 Résiliation pour faute du titulaire**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire sont définies à l'article 39 du CCAG-PI. Les articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code de la commande publique sont applicables au présent accord-cadre.

Par ailleurs, la décision de résilier l'accord-cadre peut être prise par VNF lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de quinze (15) jours, dans les cas mentionnés à l'article 39.1 du CCAG-PI en dehors des hypothèses où la mise en demeure n'est pas nécessaire. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

#### **15.1.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire**

En application de l'article 27 du CCAG-PI, VNF peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du titulaire.

#### **15.1.3 Résiliation unilatérale du fait de VNF**

La directrice générale de VNF se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations par lettre recommandée avec avis de réception postale.

En application de l'article 40 du CCAG-PI, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général avant l'atteinte du montant minimum de l'accord-cadre, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation de 5% du montant minimum hors taxes de l'accord-cadre, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues. En cas d'atteinte dudit montant minimum, le titulaire n'a droit à aucune indemnité de résiliation.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre.

Le paiement des prestations se fait au prorata des prestations validées de façon contradictoire.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.

### **15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **16 - Ethique et respect des principes de développement durable**

Signataire de la charte de Développement durable des Etablissements Publics, VNF est particulièrement attaché au respect des principes du développement durable. La politique de développement durable de VNF vise à intégrer les meilleures pratiques sociales, environnementales et sociétales dans l'ensemble de ses activités d'exploitation, de développement ou administratives. Plusieurs directions de VNF sont certifiées selon la norme ISO 14001, preuve de l'engagement de l'établissement pour intégrer les meilleures pratiques environnementales.

L'établissement souhaite également la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale et environnementale de l'Entreprise.

Le titulaire peut notamment s'appuyer sur les principes énoncés dans les documents de référence suivants :

- Recommandation de l'AFNOR publiées dans le guide « SD 21 000 » ;
- Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la responsabilité des entreprises (révisés en 2000)
- Les principes de la norme pour la Responsabilité Sociétale des organisations (ISO 26000)
- Les normes de management pour l'amélioration continue, en particulier en matière d'environnement (ISO 14001), de sécurité du travail (OHSAS 18001) ou de qualité (ISO 9001).

## **17 - Règlement des litiges et langues**

Les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour aboutir à un règlement raisonnable et dans les meilleurs délais des litiges qui résulteraient de l'application des dispositions du présent accord-cadre.

En cas de litige entre les parties, la loi française est seule applicable et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

En cas d'échec de la démarche de règlement amiable, le litige est porté devant le Tribunal Administratif de Lille :

**Tribunal Administratif de Lille**  
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039  
59014 Lille Cedex  
Téléphone : +33 3 59 54 23 42  
Télécopie : +33 3 59 54 24 45

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télé recours accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **18 – Dérogations au CCAG-PI**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI)
- L'article 3.2 du CCAP déroge aux articles 3.4.1 et 3.4.3 du CCAG-PI
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 3.2.2 du CCAG-PI
- L'article 7.3 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-PI
- L'article 7.5 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG-PI
- L'article 7.6 du CCAP déroge à l'article 29.2.1 et 29.4.2 du CCAG-PI
- L'article 8.1 du CCAP déroge à l'article 10.1.3 du CCAG-PI
- L'article 11 du CCAP déroge au Chapitre 6 du CCAG-PI
- L'article 12.1 du CCAP déroge aux articles 14.1 et 14.1.2 du CCAG-PI
- L'article 12.2 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG-PI
- L'article 12.3 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-PI
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG-PI